

Étienne PINTE

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'office français de protection des réfugiés et apatrides [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 2 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre du logement et de la ville et de M. le haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté [26 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Liban. Situation politique [14 novembre 2007] (p. 4108)

Politique extérieure. Liban. Situation politique, attitude de la France [28 mai 2008] (p. 2590)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1699)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1700)

Logement : logement social (p. 1700)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1699 et s.)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2125)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2126)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2125)

Droit pénal : peines planchers (p. 2125)

Justice : moyens (p. 2126)

Justice : jugements : délais (p. 2125)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2275)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2294)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir : libre circulation des personnes (p. 2509, 2510)

Politique sociale : dialogue social (p. 2509, 2510)

Secteur public : service minimum (p. 2509)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2170)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 2170)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2170)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2170)

Etrangers : réfugiés : regroupement familial (p. 2170)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2170)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2170)

Politique extérieure : aide au développement : état civil (p. 2170)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2171)

Union européenne : construction européenne : politique de l'immigration (p. 2171)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2209, 2220)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son amendement n° 7 (p. 2238)

Son intervention (p. 2244)

Son amendement n° 6 rectifié (p. 2238) : adopté après modification (p. 2244)

Après l'article 4

Son amendement n° 8 rectifié (saisine du procureur de la République par l'autorité consulaire dans un délai d'un mois en cas de doute sérieux sur la validité d'un mariage célébré à l'étranger) : rejeté (p. 2247)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son amendement n° 5 rectifié (p. 2255)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-adt n° 108 précédemment réservé de Mme Françoise Hostalier (condition de

ressources pour le regroupement familial non-opposable au demandeur retraité ou handicapé) à l'adt n° 25 précédemment réservé de la commission (modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 2258)

Son sous-amendement n° 82 rectifié précédemment réservé (condition de ressources pour le regroupement familial non-applicable aux bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé ou d'une pension d'invalidité) à l'adt n° 25 précédemment réservé de la commission (p. 2257) : rejeté (p. 2258)

Son amendement n° 130 précédemment réservé (maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales dans le cadre du regroupement familial) : adopté (p. 2258)

Son amendement n° 129 précédemment réservé (maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) : adopté (p. 2259)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2290)

Son amendement n° 127 (renouvellement du titre de séjour "vie privée et familiale" malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) : adopté (p. 2298)

Son amendement n° 128 rectifié (délivrance du titre de séjour "vie privée et familiale" malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 2298) : adopté (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son sous-amendement n° 78 à l'adt n° 38 rectifié de la commission (p. 2301)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Ses interventions (p. 2307 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 45 rectifié de la commission (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de M. Philippe Cochet (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2311)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2854)

Thèmes :

Collectivités territoriales : catastrophes naturelles (p. 2854)

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2854)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2854)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : contentieux (p. 2854)

Fonction publique territoriale : réforme (p. 2854)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2854)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Urbanisme : normes antipollution (p. 3998)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3670)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 61)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : simplifications administratives (p. 61)

Etat : domaine public : normes antipollution (p. 61)

Etat : domaine public : politique foncière (p. 61)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 61)

Logement : HLM : surloyer (p. 61)

Logement : logement social : financement (p. 61)

Logement : logement social : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 61)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 61)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son amendement n° 381 (p. 3418)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1043)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : logement : aides et prêts (p. 1043)

Logement : droit au logement (p. 1043)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1043)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1043)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article premier

Son amendement n° 140 rectifié précédemment réservé (présentation au Parlement du bilan des expérimentations du revenu de solidarité active) (p. 5294) : adopté après rectification (p. 5295)